UN PREMIER FESTIVAL DU FILM SOCIALISTE QUI DÉCAPE À LAUSANNE PAGE 8

JAA / PP / JOURNAL, 1205 GENÈVE Poste CH SA

GAUCHEBDO

SUCCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH N° 46 • 19 NOVEMBRE 2021 • CHF 3.-

Nouvelle mobilisation à Genève pour la levée des brevets sur les vaccins anti-Covid page 3

Fabien Roussel, un candidat communiste pour les présidentielles en France page 5

Le polémiste Eric Zemmour, persona non grata à Genève page 2

Covid: le retour du confinement?

SANTÉ • Il y a une semaine tous les regards se sont tournés vers l'Autriche, dont la courbe du nombre de cas de Sars-Cov-2 s'envolait. On voit désormais la vague s'élever dans nos contrées. L'aération efficace des locaux et le port du masque en intérieur sont des pistes efficaces selon le Professeur Antoine Flahault.

L'arrivée prévisible du froid et la situation en Europe de l'Est depuis des mois laissaient présager de l'imminence d'une nouvelle poussée pandémique. Un temps de préparation que nos dirigeant.es ont utilisé notamment pour organiser des concerts et inciter à la vaccination. Une méthode qui risque néanmoins de se révéler insuffisante.

A nos portes

Depuis le 12 octobre dernier, le nombre de cas positifs au virus détectés en Autriche ne cesse d'augmenter. Selon l'Université Johns Hopkins, il est passé d'environ 202 cas quotidiens par million d'habitant.es à 1255 le 15 novembre. Si la vaccination y est plus élevée que la moyenne européenne avec 64% de personnes ayant été pleinement immunisées contre 56% sur l'ensemble du Vieux continent, le réservoir de non-vacciné.es, plus d'un tiers de la population, fait craindre le pire.

Le nombre de décès confirmés suite au Covid a quasiment triplé sur la même période, passant de 10 au quotidien à la mi-octobre, à près de 30 à la mi-novembre, soit une multiplication par 3 en un mois. Une multiplication dont le facteur augmente à mesure que la maladie se répand. En réaction à cette explosion, le gouvernement autrichien a décidé de confiner sa population non-vaccinée. Une mesure qui est entrée en vigueur lundi dernier à minuit.

Si la situation autrichienne du mois écoulé sonnait comme une mise en garde, celle du Nord-Est du continent aurait pu alerter bien avant. En Lettonie et Estonie, c'est à la fin septembre que les courbes se sont envolées de façon comparable à ce qui se produit actuellement en Autriche. Des pays suivis de près, dans cet emballement épidémique, par la Lituanie, la Croatie puis la Slovaquie. Ceci à mesure que l'automne puis les froids hivernaux s'étalaient vers le Sud-Ouest de l'Europe.

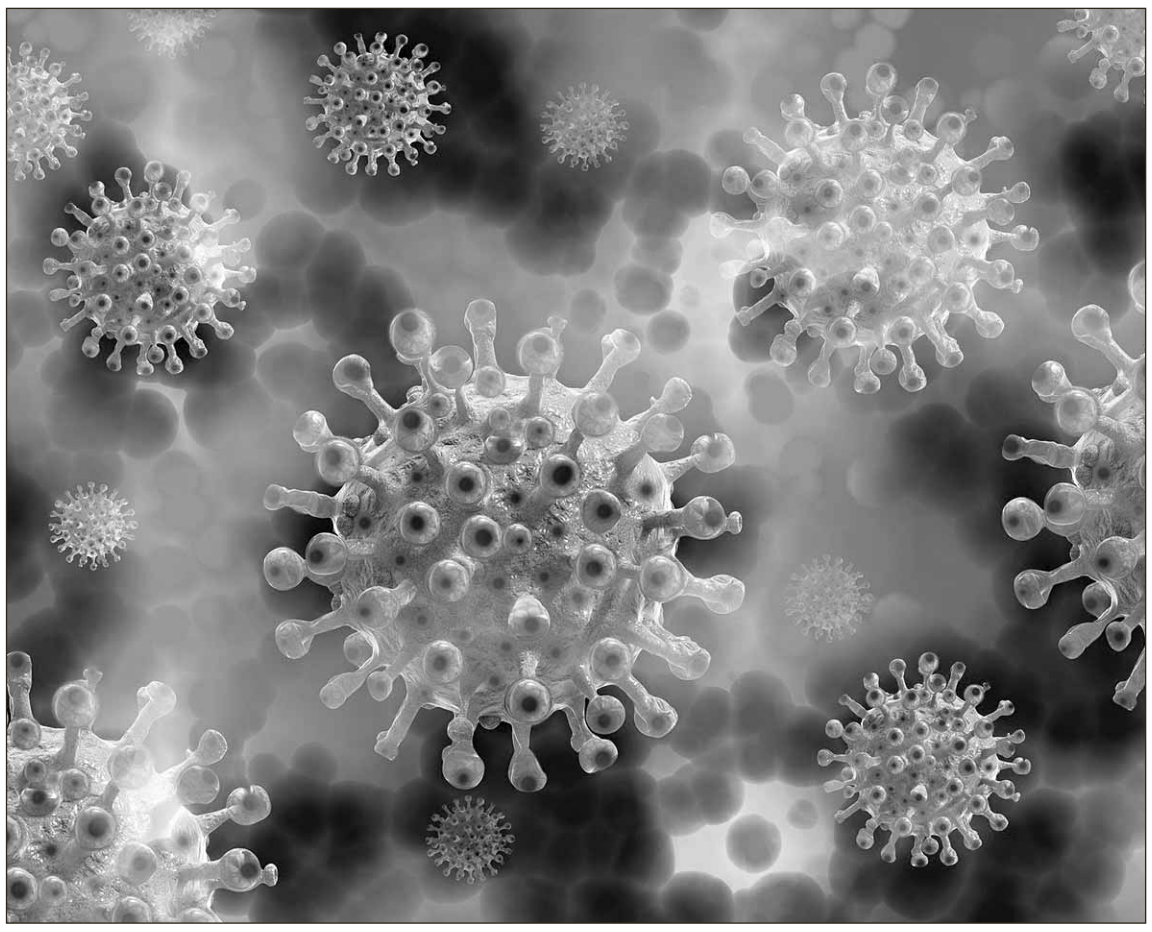
Action sanitaire controversée

Pendant ce temps dans nos contrées, nos dirigeant.es organisaient une «semaine de la vaccination», du 8 au 14 novembre, pour inciter les récalcitrant.es. Au programme: stations de vaccination mobiles, conseils individualisés, et une «tournée» d'information et de concerts. Le tout pour environ 100 millions de francs.

Sur la durée de l'événement, la part de la population ayant reçu au moins une dose est passée de 66,43% à 66,76% (OFSP). Cela représenterait, selon la présidente de la task force, Tanja Stadler, «environ 25'000 personnes» (*SonntagsZeitung*). Or cela représente un investissement de 4000 francs par nouvelle vaccination.

Si, malgré ce coût, il s'agit d'une bonne nouvelle pour les personnes désormais immunisées, on ne peut pas en dire autant pour le pays dans son ensemble. Avec un total de 64,95% de personnes pleinement vaccinées, lundi dernier, notre situation est comparable à celle de l'Autriche, il y a quelques semaines. Partant, il en ira de même de notre avenir au plan pandémique, et donc en termes de nécessité de restrictions.

Si ce qui a été entrepris pendant cette période en Suisse semble nous destiner à de nouvelles restrictions, ou à une catastrophe pour notre système de santé, qu'aurions-nous pu, et devons, faire? Le Directeur de l'Institut de Santé Globale de l'Université de Genève, le Professeur Antoine Flahault, répond à ces questions par un article paru lundi sur le site d'information *HeidiNews* et intitulé «Nul ne peut affirmer que nous n'aurons pas à reconfiner bientôt nos sociétés». On y lit: «Nos gouvernants sont responsables devant leur peuple et devant l'histoire de conduire des politiques permettant à coût raisonnable de réduire au maximum les risques sanitaires, sociaux et économiques de cette pandémie».



La propagation du virus par gouttelettes est une réalité qui nécessite des solutions liées à la ventilation des locaux notamment. DR

Avant qu'Antoine Flahault ne propose des pistes. Il insiste notamment sur le fait que selon la littérature scientifique, le virus ne se transmet pas principalement par les postillons. Ceux-ci «peuvent théoriquement nous contaminer..., bien que très peu de cas aient été documentés... Les surfaces peuvent certes receler des particules virales, mais la littérature scientifique ne rapporte pratiquement pas de cas par ce type de contaminations», explique-t-il. Ce qui devrait nous préoccupe, ce sont ces gouttelettes que nous produisons en éternuant, en toussant, ou simplement en parlant, qui lorsqu'elles mesurent moins de 100 microns «s'aérosolisent» et peuvent donc flotter dans l'air de quelques minutes, à plusieurs heures, pour celles faisant moins de 5 microns.

Purifier l'air

Ces gouttelettes sont en mesure de propager le virus, comme cela a été démontré avec d'autres maladies se propageant par voie aérienne, explique le Pr. Flahault. Pour s'en prémunir, il faudrait entre autres interdire l'accès du public aux locaux ne disposant pas d'un air suffisamment renouvelé ou de purificateurs d'air. Des systèmes de purifications de l'air devant être munis de filtres HEPA (ou filtres à particules aériennes à haute efficacité) qui sont à même de capturer ces microgouttelettes *aérosolisées* et potentiellement porteuses du Sars-CoV-2. «Il y a trop de contaminations aujourd'hui qui seraient pourtant évitables par une ventilation adaptée des locaux fermés, associée au port correct du masque en milieu intérieur et à la couverture vaccinale la plus élevée possible. Si les recommandations visant les masques et les vaccins sont sur la bonne trajectoire, il convient désormais de sécuriser d'urgence tous les locaux recevant du public et ayant montré qu'ils représentaient des hauts lieux de contaminations au Sars-CoV-2», conclut le scientifique. Il en appelle à des normes contraignantes de ventilation, ainsi qu'à diriger la communication de santé publique vers la question de la voie de transmission par aérosols.

Compte à rebours

Faute de telles mesures prises immédiatement, un nouveau confinement devient hautement probable, avec son lot de conséquences, sociales, psychologiques et économiques désastreuses. Une version «à l'autrichienne» ne concernant que les personnes vaccinées pourrait alimenter la réactance de celles et ceux qui ont refusé jusqu'à présent la vaccination, mais aussi l'extrême droite instrumentalisant la pandémie.

L'alerte du Pr Flahault, comme celle venue d'Autriche et de l'Est, resteront-elles lettre morte? Si tel n'est pas le cas, il faudrait encore qu'elle soit entendue à temps. ■

Jorge Simaõ

IL FAUT LE DIRE…

COP26 et néocolonialisme

Au sortir de l'accord de la COP26, au nom de la délégation suisse, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a «dénoncé» la modification obtenue par l'Inde et la Chine de ne pas forcer une sortie immédiate du charbon, vue comme une «manœuvre inacceptable». Les grands médias suisses et occidentaux en ont immédiatement profité pour pointer du doigt ces coupables idéaux, en enfonçant le clou: les Etats-Unis et l'Europe prévoient la neutralité carbone pour 2050, alors que la Chine ne la prévoit «que» pour 2060 et l'Inde pour 2070.

La Suisse et les pays occidentaux ont entamé leur révolution industrielle il y a bientôt 200 ans. S'ils arrivent à la neutralité carbone en 2050, ils auront effectué leur «transition énergétique» en deux siècles et demi. La Chine quant à elle, n'aura mis que 80 ans depuis son boom économique, en 1980, pour effectuer cette transition. Et cela en sortant un milliard d'humains de la misère et en fournissant le monde entier en produits manufacturés. La Suisse, elle, ne compte que quelques millions d'habitants. Elle est déjà dotée en technologies propres, mais ne les utilise pas. Elle a les moyens d'investir dans une transition énergétique, mais ne le fait pas, car le «marché» ne le permet pas encore.

Les passes d'armes qui font suite à chaque COP masquent le fait que les pays actuellement développés sont responsables de la grande majorité des émissions CO_2 accumulée. Ils sont en outre les principaux responsables des émissions réalisées dans les pays en développement orientés vers l'exportation. Quand la délégation suisse demande des efforts similaires aux pays riches et aux pays plus pauvres, elle se comporte comme un juge qui réclamerait des peines égales pour le coupable d'un vol et… pour sa victime.

Alors que la transition énergétique, selon le Conseil fédéral, le Parti socialiste et les Vert.es, devrait s'opérer par la taxation des populations pour faire changer leurs comportements individuels dans un contexte de libre marché, en Chine elle passe par l'investissement massif et la planification économique. Voilà peut-être pourquoi la Chine se sent capable de réaliser en quatre fois moins de temps sa propre neutralité carbone. Au lieu de «dénoncer» cette efficacité, la Suisse devrait plutôt s'en inspirer.

Paris Kyritsis

Et l'asile pour les personnes LGBTIQA+?

MOBILISATION • Une pétition internationale émanant d'organisations féministes veut que l'UE et la Suisse reconnaissent les motifs d'asile spécifiques aux femmes, filles et personnes LGBTIQA+.

«Je suis partie de mon pays à cause du mariage forcé. En Iran, si on veut dénoncer une agression à la police, il faut arriver avec des témoins. Même en cas de viol, si 10 hommes violent une femme, celle-ci doit avoir des témoins. Sauf s'ils avouent par eux-mêmes… En Suisse, j'ai été mise au foyer des Tattes, à Genève. J'y étais pendant 3 ans et demi. C'était horrible. Un responsable de bâtiment voulait que j'aille au sous-sol avec lui pour recevoir un travail. Il m'a touchée un peu, je l'ai regardé, il a arrêté», tel est le témoignage d'une réfugiée iranienne, arrivée en Suisse en 2015, avec un permis B depuis 2018 et recueilli par la Coalition internationale Feminist Asylum.

Pétition continentale

La semaine dernière, l'association, avec l'appui de nombreux collectifs en Suisse et en Europe comme la Marche mondiale des femmes, a lancé une pétition à l'échelle du continent à l'intention de la Commission européenne, du Parlement européen, du Conseil européen et de tous les gouvernements nationaux de l'espace Schengen, dont la Suisse. «Les motifs de demande d'asile liés aux violences fondées sur le genre ne sont pas pris en considération, soit parce que les conditions d'audition et d'analyse ne sont pas propices à la mise en évidence de ces violences spécifiques, soit parce que ces obligations d'accueil sont ignorées par les représentants des autorités nationales», relève la Coalition.

Elle demande que les motifs d'asile spécifiques aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTQIA+ soient effectivement reconnus. Et de préciser ces spécificités. Elles vont des violences sexuelles et sexistes (notamment les violences domestiques) à l'exploitation sexuelle, en passant par le mariage forcé, les mutilations génitales, la traite humaine, les législations discriminatoires, la répudiation, la privation de leurs enfants.

Peine de mort

Le texte réclame le déploiement, tant au niveau européen que national, de moyens nécessaires à la mise en place de procédures et de structures adéquates pour cette catégorie de la population, mais aussi l'application effective de la Convention d'Istanbul (sur la prévention et la lutte contre la violence à égard des femmes et la violence domestique) et de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains. Mais aussi la garantie d'accès au droit d'asile dans les pays européens pour les femmes, les filles et les personnes LGBTIQA+, notamment avec «des espaces leur permettant de s'isoler en toute sécurité/protégeant leur sphère privée». «En 2021, les personnes LGBTIQ+ risquent la peine de mort de manière effective ou possible dans 11 pays et dans 57 autres, elles concourent le risque d'être emprisonnée entre 8 et 10 ans», explique Lisette Garcia, coprésidente de l'association Asile LGBTIQ+ et Réfugiée statutaire en Suisse. ■

Un droit d'asile spécifique pour les femmes est revendiqué par la coalition internationale Feminist Asylum. DR

JDr

Pétition à signer sur www.feministasylum.org

Zemmour, persona non grata à Genève

GENÈVE • La venue prévue, les 24 et 25 novembre, d'Eric Zemmour, polémiste cathodique surmédiatisé et précandidat à l'élection présidentielle française suscite une forte opposition à Genève.

Cela a commencé par une pétition en ligne, lancée par Karim Bakhti, membre d'une association d'aide aux migrants contre la venue d'Eric Zemmour à Genève. Avec 2000 signatures au compteur, elle demande que «l'Etat et la Ville de Genève prennent leurs responsabilités et agissent selon les mêmes règles qui ont été appliquées pour la venue d'autres personnalités jugées polémiques, tels que Kémi Séba (adepte du suprémacisme noir, ndlr) ou encore Dieudonné M'Bala M'Bala, qui ont tous deux été interdits de salle par le passé». Elle en appelle à l'interdiction de la tenue de toute conférence du polémiste français, adepte de la théorie d'extrême droite du «Grand remplacement» sur le territoire genevois. Pour mémoire, cette théorie estime qu'un processus de substitution de la population française et européenne par une population non européenne est à l'œuvre.

Lettre ouverte

Redoublant cette pétition, une lettre ouverte a été adressée aux autorités par le député socialiste, Emmanuel Deonna, et cosignée par une soixantaine de personnalités politiques dont le conseiller national du même parti, Christian Dandrès ou Jean Ziegler. Elle dénonce les prises de position racistes, sexistes, anti-musulmanes, antisémites ou homophobes, du journaliste. «Cette personne a été condamnée à de nombreuses reprises par l'opinion publique européenne, et par les tribunaux français, pour provocation à la discrimination raciale et incitation à la haine religieuse. Eric Zemmour distille depuis longtemps et sans vergogne sur les plateaux de télévision et dans les autres médias des propos dont certains vont à l'encontre de l'art. 261 bis du Code pénal suisse», relève la missive, qui se félicite que la Ville ait refusé la tenue d'un débat entre lui et l'avocat Marc Bonnant au restaurant des Eaux-Vives. La lettre demande que le Canton ne contribue pas à l'accueil du personnage sur leur territoire genevois.

Du côté des milieux antifascistes comme Action Antifasciste Genève ou du Collectif 8 Mars pour un féminisme révolutionnaire ou de la mouvance alternative comme le Silure, soutenus par les syndicats ou partis comme celui du Travail, on a décidé de se passer du soutien de la Ville ou du Canton. Et on tentera d'empêcher la venue d'Eric Zemmour, à l'occasion d'une manifestation le 24 novembre en soirée. «Ce personnage est devenu la figure et le porte-parole des idées d'extrême droite en France; de plateaux télé en plateaux télé. Il prône une société dirigée par des hommes, blancs, «bons français», et dont les personnes étrangères, racisées sont exclues», précise le mouvement sur le site renverse.co.

«Il est nécessaire que les forces qui veulent s'opposer aux idées que Zemmour et son monde véhiculent, et à la menace qu'ils représentent, se réunissent pour empêcher sa venue. Il faut faire la démonstration, dans la rue, massivement, du fait que ces idées - celles que prônent Zemmour et le multimillionnaire Bonnant - n'ont pas droit de cité. C'est une mobilisation indispensable aujourd'hui pour éviter de devoir, à plus ou moins long terme, faire face aux fruits amers de la banalisation du fascisme et du racisme», martèle le mouvement, tout en affûtant ses tags vengeurs dans la rue. ■

Joël Depommier

Corriger les lacunes du salaire minimum

TESSIN • Face aux faiblesses du salaire minimum dans le canton, le PS, le PC, le POP et les Vert.es lancent une nouvelle initiative cantonale pour un salaire de 21,50 francs de l'heure.

En 2015, une initiative des Vert.es avait été approuvée par le peuple, inscrivant la nécessité d'un salaire minimum dans la constitution. Toutefois, le texte constitutionnel proposé contenait une faille importante: la possibilité de déroger au salaire minimum légal par le biais d'une convention collective. En 2019, le parlement tessinois a finalement approuvé l'introduction d'un salaire minimum, prévoyant un salaire de 19 francs horaire (qui serait passé à 20 frs en 2024), appliqué dans les secteurs où n'existait aucune convention collective de travail (CCT).

Dérogation combattue

Une dérogation qui ne plaît pas à la gauche. Sous l'impulsion du POP, du PS, du Parti communiste et des Vert.es ont décidé de lancer nouvelle initiative *Pour un salaire minimum social au Tessin*. «Nous proposons un salaire minimum à 21,50 francs de l'heure, ce qui serait au-dessus du seuil de la sécurité sociale pour 42 heures par semaine, afin qu'une personne qui travaille n'ait pas à demander de l'aide sociale. Avec notre proposition, de nombreuses conventions collectives (métallurgie, horlogerie, restauration, vente, mode...) devront être adaptées ou deviendront superflues, poussant ainsi les syndicats sur un terrain plus combatif, ce qui profiterait également aux travailleurs», a expliqué Léo Schmid du POP. Les initiants ont cité une analyse publiée en 2019 dans le bimensuel syndical *Area*, selon laquelle cette mesure apportera «une bouffée d'oxygène à plus de 20'000 personnes qui gagnent moins de 21 francs de l'heure, dont 65% de femmes, employées dans notre canton notamment dans les secteurs de l'industrie, de l'administration et du commerce».

Dumping salarial

Avec le lancement de l'initiative, le comité d'initiative, également soutenu par le syndicat SSP, «entend mettre un terme aux inégalités qui existent au Tessin et tenter de remédier à la situation de dumping salarial que les entreprises, avec le soutien des partis de droite, ont maintenu au fil des ans dans le secteur industriel, mais qui s'étend également au secteur tertiaire, empêchant de fait les jeunes de notre canton de trouver un emploi avec un salaire leur permettant de vivre au Tessin», conclut le communiqué envoyé à l'issue de la conférence de presse de lancement de fin octobre. ■

JDr

Levée de l'occupation à Uni Mail

GENÈVE • Suite à des négociations avec le Rectorat de l'UNIGE, la CUAE a levé, temporairement, l'occupation de la cafétéria d'Uni-mail.

«La confiance avec le Rectorat a été enfin rétablie permettant de prendre collectivement cette décision», a estimé, vendredi, le syndicat et faîtière des associations estudiantines dans un communiqué. Selon la Conférence Universitaire des Associations d'Etudiant.e.x.s (CUAE), il a été, accordé que les restaurants de l'Unige proposeront, «au plus vite», des repas à des prix abordables pour tous et toutes.

De plus, le modèle des cafétérias, tel qu'il existait jusqu'à présent, est remis en question. Dans un délai d'une semaine, une concertation avec la gérance privée sera agendée pour les rendre «inclusives à des activités non-marchandes et répondre aux besoins concrets de la communauté universitaire». Enfin, le rectorat s'est engagé par écrit à financer l'épicerie gratuite pour étudiant.e.s, la Farce.

«Pendant quatorze jours, nous aurons offert, en moyenne, 600 repas à prix libre. Pendant quatorze jours, nous aurons fait des rencontres inattendues et partagé des moments exceptionnels et inoubliables. Pendant quatorze jours, nous aurons usé de nos corps pour obtenir des droits collectifs. Pendant quatorze jours, nous aurons écrit un nouveau chapitre des 50 ans d'histoire de lutte estudiantine à l'Université de Genève», conclut la CUAE. ■

Jorge Simão

Gauchebdo a besoin de votre soutien!
CCP: 12-9325-6

La levée des brevets, c'est possible

SUISSE • Une quarantaine d'associations suisses et internationales lancent un nouvel appel pour demander la levée des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins anti-Covid.

Du 30 novembre au 3 décembre, la conférence ministérielle de l'OMC se réunira à Genève. A cette occasion, une quarantaine d'associations, partis, dont le Parti du Travail, les Jeunes POP Genève, et les syndicats lancent un appel pour une levée immédiate des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins, tests et traitements anti-Covid.

Rappelons qu'il y a un plus d'un an, le 2 octobre 2020, l'Inde et l'Afrique du Sud demandaient auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la levée temporaire des brevets sur les vaccins et les soins contre la Covid-19. Malgré les annonces faites par quelques pays comme les Etats-Unis ou la France en faveur de la levée temporaire des brevets sur le vaccin, d'autres comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suisse ou encore des entités comme l'Union européenne s'opposent farouchement à suspendre les règles liées à la propriété intellectuelle sur les vaccins anti-Covid. Entre-temps, les inégalités se creusent entre les pays du Sud et les pays du Nord et le nombre de morts ne cesse d'augmenter.

Une manifestation pour une levée des droits de propriété intelectuelle sur les vaccins aura lieu à Genève. DR

Ségrégation vaccinale

«Entre le 2 octobre 2020 et aujourd'hui, 3,7 millions de personnes sont mortes à cause de la pandémie», relevaient dans une tribune de presse récente l'association des Médecins du monde. Quant au mécanisme onusien Covax, système à bien plaire de répartition de doses à l'échelon mondial, il est encore loin d'avoir réduit les inégalités dans l'accès au vaccin toujours selon Médecins du monde. Face à cette situation, «il est l'heure d'en finir avec cette politique "d'apartheid médicale"», souligne le nouvel appel. Et de rappeler que les vaccins ont été développés avec des fonds publics et que leur distribution massive dans les pays riches profite avant tout aux seuls gros actionnaires de la Big Pharma. En s'appuyant sur une étude de l'organisation de consommateurs américaine Public Citizen (1), les signataires de l'appel estiment que la communauté mondiale pourrait mettre en place des centres régionaux capables de produire huit milliards de doses de vaccin d'ici mai 2022. Cela permettrait de vacciner 80% de la population pour un coût de 9,4 milliards de dollars, soit l'équivalent du budget annuel de l'Etat de Genève.

Mobilisation dans la rue

L'appel se veut aussi plus large et ambitionne un contrôle public de la recherche, de l'industrie pharmaceutique et du secteur hospitalier, de même que le développement d'un service public de la santé de qualité et gratuit. «A cet égard, l'exemple de Cuba, avec le développement de son vaccin public et avec sa solidarité internationale dans le domaine de la santé, montre le chemin», relèvent les signataires, qui descendront dans les rues de Genève le 30 novembre. ■

Joël Depommier

1 Rapport «Comment faire assez de vaccins pour le monde entier en un an», sur www.citizen.org/article/how-to-make-enough-vaccine-for-the-world-in-one-year

Manifestation le mardi 30 novembre à 17h, Place Lise-Girardin (ex-Place des XXII cantons), Genève

Parole de soignant avant votation

NEUCHÂTEL • Cette semaine, la parole est à un militant du POP neuchâtelois, assistant en soins et santé communautaires à l'hôpital Pourtalès.

Mathieu Agresta nous a représentés dans le comité local de l'initiative «Pour des soins infirmiers forts» la semaine dernière. Lors de la conférence de presse, il a eu l'occasion de lire un courrier retraçant le parcours du combattant du personnel soignant dans un système de santé basé sur le profit. Les conséquences, ce sont la population et les employé.es qui les paient au quotidien: les hospitalisations et la charge de travail augmentent drastiquement, alors que toujours moins de moyens sont mis à disposition pour guérir et prévenir les problèmes de santé – y compris ceux de nos soignantes et soignants.

Augmentation de la population âgée

Nous publions ainsi cet appel à un réel soutien au personnel soignant, qui passe notamment par un OUI aux soins infirmiers forts le 28 novembre: «Les soignants sont à bout de souffle, ils sont inquiets. Le terrain et les statistiques nous montrent que le point culminant a été atteint. La sécurité de notre propre population et de notre personnel soignant est en péril, et plusieurs facteurs ont entraîné cela:

Premièrement, la suppression du nombre de lits d'hôpitaux, ainsi que des hôpitaux régionaux, à but de profit ces dernières années, ont augmenté la charge de travail des soignantes et soignants. La diminution du nombre de médecins traitants par habitant.e a provoqué une saturation dans tous les services, stationnaires comme ambulatoires.

Il y a également un facteur démographique: en 20 ans, la population de plus de 65 ans est passée de 28'000 à 35'000 individus, une population qui a besoin de plus de soins. Le quota de patientèle a donc beaucoup augmenté: en 1998, il y avait 1082 places d'hôpital pour 28'824 hospitalisations annuelles, contre 590 places en hôpital pour 23'261 hospitalisations annuelles en 2019. Depuis 2013, le nombre de patient.es admis.es aux urgences dans le canton est également passé de 30'000 à 48'000.

Exploitation au travail

Les conditions de travail se sont ainsi largement péjorées, la charge de travail a quintuplé et les indemnités salariales ont été baissées ou supprimées dans la plupart des métiers de la santé. C'est une situation infernale pour le personnel soignant, une véritable exploitation. Le Covid et ses répercussions ont également eu un impact dangereux sur leur santé physique et mentale: les travailleuses et travailleurs se mettent en danger constamment. Certain.es ont dû travailler alors qu'elles.ils étaient positifs au Covid pour subvenir aux besoins des institutions, ils.elles ont dû être flexibles, créer et appliquer une nouvelle organisation dans l'urgence pour pouvoir prendre en charge les patient.es touché.es par la pandémie. Ils et elles ont dû faire face au manque de matériel (notamment dans les EMS où certains ont dû acheter leur propre matériel de protection – désinfectant, blouse, masques, gants, etc.) et ont dû augmenter leurs temps de travail (parfois quelques heures, parfois des journées entières), à n'importe quel moment et sans qu'aucune prime ne leur soit accordée. Certain.es, à risque et âgé.es, sont en première ligne. Un tel système n'est pas viable et inhumain: les soignant.es ne peuvent pas rester en santé, encore moins s'occuper de celle des autres, dans de telles conditions.

Impact de la pandémie

Les conséquences du Covid ont aussi entraîné des situations difficiles dues à l'isolement de la population. De plus en plus les soignant.es sont confronté.es à des situations psychiatriques comme des troubles anxieux, dépressions, et tentatives de suicide. En plus de tout cela, l'évolution au sein des métiers de la santé est restreinte et difficiles d'accès car notre système de santé n'est pas capable de former assez de soignantes et soignants, ni de les garder.

Pour terminer, des démissions par vague ont déjà commencé et sont attendues dans les mois à venir. Si l'initiative sur les soins infirmiers ne passe pas, la chute du système sera telle que la prise en charge de la santé de notre population sera dignement impossible, et la préservation des métiers de la santé sera encore plus mise en danger.

Au nom du POP, au nom du personnel soignant, nous demandons aux électeur.trices de dire oui à l'initiative sur les soins infirmiers. Vive le personnel soignant et la lutte sanitaire pour le peuple suisse. ■

Mathieu Agresta et Léa Aligizakis

Smood: la grève qui n'en finit pas

Le mouvement fait tache d'huile. Cette semaine, des livreurs de Smood ont aussi débrayé à Genève, affectant ainsi une huitième ville en Suisse romande. A l'occasion d'une conférence de presse, le syndicat Unia, qui appuie les grévistes, a fait ses calculs et estimé que les salariés de la société de livraison de repas touchaient aux alentours de 15,40 francs de l'heure. «Une telle rémunération contrevient aux dispositions cantonales sur le salaire minimum, à la convention collective de travail de la location de services et à celle de l'hôtellerie-restauration. Nous demandons à Migros de faire cesser ce dumping salarial en exigeant de son entreprise partenaire de se mettre immédiatement en conformité», a insisté Unia. Cette faible rémunération s'ajoute aux autres griefs des employés concernant les plannings, le manque de transparence sur la saisie du temps de travail, le décompte des pourboires ou le calcul des frais pour l'utilisation du véhicule privé.

Dans un communiqué, Smood, qui assure négocier une convention collective d'entreprise avec le syndicat Syndicom, a annoncé entrer en matière sur la demande de ses livreurs, notamment la mise en place d'un salaire de base de 23 francs et dit vouloir améliorer la transparence de sa nouvelle application de livraison, au centre de nombreuses plaintes. La société veut que ses concurrents (Uber Etats, eat.ch, etc) souscrivent aussi à des règles.

Commentant cette déclaration, Unia s'est montré plutôt circonspect: «Il s'agit d'un premier signe qui est une conséquence directe du mouvement de grève en cours. Il s'agit cependant de déclarations sans garantie et qui n'ont fait l'objet d'aucun protocole d'accord, ni de discussion avec le comité de grève et Unia. Jusqu'à maintenant, Smood a refusé tout dialogue. Cette attitude ne peut pas continuer plus longtemps.» ■

Réd.

Brèves du Grand Conseil vaudois

La honte du jour

Le GC a refusé d'intégrer les questions de plan climat et de durabilité dans la formation scolaire.

La peur du jour

Que d'intégrer les questions de plan climat et de durabilité dans la formation scolaire contribue à former de futurs zadistes!

La colère du jour

De la Conseillère d'Etat en charge de l'école, Cesla Amarelle, pour qui, refuser d'intégrer le plan climat dans l'école, c'est faire un pied de nez à tous les jeunes de notre Canton.

Le long débat du jour

Sur la suppression du remboursement des déplacements en voiture pour les député.es. Malheureusement la droite refuse, même si on leur propose de rembourser le parking P+R ainsi que l'abonnement de transports publics.

Les mots justes du jour

Après une heure de débat sur le remboursement des déplacements en voiture, «Arrêtons de débattre de cela, on passe pour des pignoufles»

La perte de temps du jour

Le débat, suite à la proposition d'un député, de mettre un C majuscule à canton. ■

Céline Misiégo

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Paris Kyritsis, président

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
Tarifs sur: www.gauchebdo.ch/abonnements
CCP 12-9325-6

Administration
administration@gauchebdo.ch

Publicité
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Maquette
Solidaridad Graphisme, Genève

Impression
Pressor, Delémont

Parution
Gauchebdo parait 40 fois par année

Une taxe Netflix pour aider le cinéma suisse

SUISSE • Les services de streaming et les diffuseurs étrangers devront affecter 4% de leurs recettes brutes réalisées en Suisse à la création cinématographique suisse indépendante.

En septembre de cette année, le Conseil National a validé un projet de «Taxe Netflix». Celle-ci prévoit l'obligation pour les services de streaming (type Netflix, Disney+ ou encore Amazon Prime Video), ainsi que les diffuseurs télévisuels étrangers (TF1 ou M6 par exemple) de consacrer 4% de leur chiffre d'affaires réalisé en Suisse au secteur du cinéma helvétique. Soit via un investissement direct dans le cinéma suisse, soit via une taxe.

Cela a fait immédiatement réagir les jeunesses de droite, avec le lancement d'un référendum pour l'interdiction de cette taxe, porté par les jeunes du PLR, UDC et Vert'Libéraux, avec plusieurs arguments à l'appui. Notamment que cette taxe est «trop élevée et qu'elle se répercutera sur le prix des abonnements», que c'est «une atteinte à nos libertés et à celle des entreprises» et que, de toute façon, «les offres de streaming sont mieux accueillies par le public que les films suisses.» Ceux-ci ne s'adressant «qu'à un public de niche». Bref, cette loi serait «une injustice».

Le cinéma suisse pourrait profiter d'une taxe Netflix. DR

Arguments peu convaincants

Il est important de préciser les choses. Il existe déjà une taxe. En effet, les chaînes de télévision suisses doivent s'acquitter d'une taxe de 4% dans le soutien au cinéma du pays. La nouvelle taxe sera un élargissement de cette loi visant des gros diffuseurs étrangers qui font un chiffre d'affaires conséquent chez nous, sans rien reverser (hormis la TVA, aucun impôt et aucune autre taxe ne sont destinés aux diffuseurs de streaming et aux diffuseurs étrangers).

Cette loi leur demande simplement d'être logés à la même enseigne que les diffuseurs suisses. Il est aussi important de relever que cette taxe de 4 % se situe dans la moyenne basse des taxes sur les services de streaming. La France, par exemple, taxe à hauteur de 25% les services de streaming, avec une obligation d'investir directement au minimum 5% dans la production audiovisuelle française. L'Italie, elle, est à près de 20%. Avec 4%, la Suisse semble même ridicule à côté.

Dynamiser le cinéma suisse

Il est aussi important de noter les bienfaits économiques que peuvent avoir le cinéma (ou la culture de manière générale) sur l'économie locale. Récemment, le cabinet Ernst &Young a été chargé d'analyser l'impact économique de l'investissement de Cinéforom, fondation romande pour le cinéma, sur le cinéma romand entre 2013 et 2017. Il en est ressorti que Cinéforom a investi 39 millions de francs en 4 ans dans ce dernier et que cela a généré 122 millions de francs pour l'économie. Cette fameuse «Taxe Netflix» permettrait donc de dynamiser encore l'économie locale, en plus de la création d'emplois dans le monde audiovisuel. Le tout, non pas en s'attaquant à de «petites PME», mais bien à des GAFAM (Netflix, Amazon et Disney représentant un chiffre d'affaires total de plus de 400 milliards de dollars en 2020).

Le cinéma suisse n'est pas assez mis en avant

Dire que «le cinéma de Suisse est un cinéma de niche», qu'il «n'attire pas le public» est à côté de la plaque. Représentant PLR bernois, Christian Wasserfallen se demandait: «Mais quelle série ou quel film suisse avez-vous regardé ces derniers mois?», en essayant de démontrer que la Taxe Netflix était inutile. Le problème est bien plutôt que le cinéma suisse n'est pas mis en avant.

Au lieu d'essayer de l'étouffer et de le rendre inexistant, il faut profiter de ces canaux de streaming pour mettre en avant les réalisations helvétiques. La Confédération n'octroie qu'un budget de moins de 100 millions par an au septième art. A titre de comparaison, la France avait investi, via le CNC (Centre national du cinéma), 1,02 milliard d'euros en 2018 pour le cinéma. Ce budget atteignait encore 800 millions en 2020 en pleine crise Covid.

Réaliser un film coûte cher et nécessite un budget conséquent. Un technicien dans la vidéo gagne un salaire au minimum de 400 francs par jour de travail en Suisse (contre 200 euros en France). Selon les postes, ce salaire est beaucoup plus élevé. Un directeur de la photographie est payé au minimum 1000 francs par jour de travail (selon le salaire conseillé par le Syndicat Suisse Film et Vidéo de la SSFV). Le tout pour un temps de tournage qui oscille entre 40 et 60 jours de travail pour un long-métrage.

A cela s'ajoutent les frais de matériel qui coûte cher à la location, de déplacement, de location des lieux. Puis tout le budget de post-production. Et enfin le budget de communication, qui permettra au film d'être connu et regardé par la suite. Et c'est bien là où le bât blesse.

Il existe des films suisses et de qualité. Nous comptons de très bons travailleurs dans ce secteur. Mais ces films ne sont pas promus avant leur sortie. Nous sommes nombreux à pouvoir citer des dizaines de films en préparation venant des Etats-Unis ou de France, mais combien de films suisses? Comment les gens peuvent-ils aller voir un film s'ils ne savent même pas qu'il sort?

Pire: combien de films suisses sont à l'affiche des grandes salles de cinéma (type Pathé ou Arena)? Pratiquement aucun. Le cinéma suisse n'est pas favorisé, ni avant distribution du film, ni ensuite. Cette obligation de produire du contenu suisse pour Netflix, Amazon ou Disney permettra aussi de soutenir le cinéma helvétique auprès du grand public et de le faire sortir de son statut «de niche». ■

Forlan Badel

Paru dans *L'Encre rouge*, adapté par la rédaction.

Une marche cubaine de l'opposition sous parapluie étasunien

CUBA • Ce 15 novembre, l'opposition au régime voulait montrer ses muscles dans les rues avec l'aide des Etats-unis.

Ce lundi 15 novembre, l'opposition devait organiser une «marche civique pour le changement» à Cuba. La date choisie par les organisations qui contestent le pouvoir cubain, coïncidait avec le retour de 700'000 élèves du primaire à l'école et du tourisme international dans l'Île, après vingt mois de restrictions prises pour lutter contre le coronavirus. La mobilisation de l'opposition s'inscrivait dans la ligne de celle du 11 juillet dernier, qui, sous couvert de pénurie de certains produits de base, avait agité l'île.

Pour le PST-POP, qui s'est fendu d'un communiqué, «ces tentatives de subversion sont orchestrées depuis la Maison Blanche avec le soutien de la CIA, de l'USAID et de nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales inféodées au gouvernement étatsunien». «L'ambassade des USA à la Havane met 6,6 millions de dollars à disposition des émeutiers. Chaque acte de vandalisme est payé de 100 à 500 dollars», explique-t-il, exigeant que cessent le blocus et les ingérences étatsuniennes. «La Suisse, comme le stipule le postulat du 9 mars 2021, accepté par le Conseil National du parlement, doit agir plus efficacement pour faire cesser ce blocus économique, financier et commercial contre un état indépendant et souverain», revendique encore le parti.

«Avec cette dernière provocation, il s'agit d'une nouvelle étape sur la voie du coup d'Etat «en douceur» (*golpe blando*) pour un «changement de régime», modèle qui suit les textes de Gene Sharp (politologue américain connu pour ses nombreux écrits sur la lutte non-violente,ndlr). et les manuels d'opérations spéciales nord-américains», précise de son côté Andrea Duffour, présidente de l'Association Suisse-Cuba Fribourg. «Nous condamnons cette "cinquième colonne" de mercenaires des Etats-Unis, qui a appelé à une marche déclarée "civique" et pacifique, ce lundi dans plusieurs villes de l'île sur le même modèle que les manuels d'opérations spéciales des Etats-Unis et que nous connaissons avec les "guarimbas" au Venezuela, les "tranques" au Nicaragua et les "révolutions colorées" induites dans divers pays du monde, visant à décrédibiliser et faire tomber les gouvernements qui ne se plient pas aux diktats des Etats-Unis. Cette marche n'est pas «spontanée». Elle est illégale, car elle viole plusieurs articles de la Constitution et de l'ordre que les Cubains ont démocratiquement établi pour eux-mêmes», souligne encore l'association.

A noter que la veille de la mobilisation de l'opposition, de nombreux citoyens et étudiants cubains, portant foulards rouges, avaient pris la rue pour exiger le respect de la souveraineté nationale dans la Grande Île. Bilan de la journée? Pour l'AFP sur place, cité par *La Jornada* mexicaine, «les manifestations du 15 étaient plus nombreuses sur les réseaux sociaux que dans les rues». ■

Réd.

ON NOUS ÉCRIT

La question kurde est une question d'égalité

Représentant suisse du Parti communiste de Turquie, Ali Uregen estime que les politiques nationalistes et ethniques font le jeu des classes des riches turcs et kurdes.

Le principal problème en Turquie est l'existence des patrons d'une part et des travailleurs d'autre part; la classe capitaliste d'un côté, les ouvriers de l'autre; les riches d'un côté et les pauvres de l'autre. C'est aussi la question principale du monde. Au cœur de toutes sortes de tyrannies, d'injustices, de coups d'Etat, de guerres, de corruption et de destruction de l'environnement, il y a le capital, qui ne voit rien d'autre que de faire plus de profits. La question kurde doit être analysée dans une perspective de classe. L'affirmation selon laquelle les Kurdes exploiteurs et les Kurdes exploités ont un intérêt commun est aussi un grand mensonge. Ceux qui ont un intérêt commun sont les travailleurs, les chômeurs et les pauvres de tous les milieux. La question kurde est une question d'égalité.

La question kurde est aussi une question de liberté. Il n'y a aucune légitimité à une conception qui ignore la langue, l'identité et même l'existence des Kurdes, ou leur impose leur disparition, leur dissolution et leur soumission à une autre identité. La thèse selon laquelle une nation, un peuple est supérieur à un autre et qu'il mérite certains privilèges, est un mensonge maintenu vivant pour tirer le rideau sur les inégalités dans le monde, pour faire que les pauvres se haïssent et même s'étranglent les uns les autres au profit des capitalistes. Les dirigeants en Turquie ont besoin de l'existence des problèmes qui divisent la population afin que les travailleurs ne luttent pas ensemble. L'inimitié des opprimés les uns contre les autres pour la continuation de cet ordre a malheureusement toujours fonctionné jusqu'à présent. La discrimination qui se développe sur les langues, les identités et les biens des Kurdes non seulement divise les travailleurs et les ouvriers, mais garantit également que les Kurdes confrontés à l'oppression restent également une main-d'œuvre moins chère. La ligne à tracer n'est pas entre les Turcs et les Kurdes mais entre les exploiteurs et les exploités. Le peuple peut s'unir sur cette base. L'ennemi commun est l'impérialisme, les monopoles internationaux, les monopoles «nationaux» et les patrons. Il n'y aura pas de question kurde dans la Turquie socialiste. Avec leurs énergies créatives, les Kurdes et les travailleurs de toutes origines différentes établiront ensemble un ordre social dans lequel personne n'exploite personne. ■

Ali Uregen

Le PCF veut renouer avec les classes populaires

FRANCE

Le Parti communiste présentera Fabien Roussel, député du Nord, aux élections présidentielles de 2022. Entretien avec José Cordon, membre de la commission des relations internationales du PCF, de passage en Suisse.

Le PCF se lance dans la campagne présidentielle avec comme candidat Fabien Roussel, sous ses propres couleurs pour la première fois depuis de longues années. Quelle est la dynamique qui a poussé les militants à faire ce choix?

JOSÉ CORDON *Cela fait un an que le parti a pris cette décision démocratiquement par un vote majoritaire de son conseil national, confirmé ensuite par un vote des militants. Cette candidature a été largement validée au sein du parti, ce qui est le premier élément favorisant notre dynamique dans une situation politique difficile pour l'ensemble de la gauche, face à une droite et une extrême droite radicalisées dans le pays. L'élément de l'unité du parti est très important pour cette campagne avec, nous l'espérons, un bon résultat pour le PCF.*

Dans ce contexte difficile que connaît la France, quels seront trois grands thèmes portés par Fabien Roussel durant la campagne?

Nos thèmes seront tant portés par Fabien Roussel que par l'ensemble du parti et ses militants car il n'y a pas que l'élection présidentielle qui nous attend, mais également les législatives dans la foulée. Le plus important sera celui de la protection sociale et les hausses de salaires, c'est un thème d'autant plus essentiel qu'il y a eu des atteintes contre les droits des travailleurs ces dernières années comme, par exemple, avec le projet de réforme du gouvernement Marcon qui remet en cause de la retraite par répartition.

Le deuxième thème important sera celui de la reconstruction industrielle de la France. Une des grosses batailles sera du côté de l'énergie. Nous voulons maintenir la production d'énergie nucléaire mais en la rééquilibrant avec d'autres sources d'énergie, toujours sur la base d'un service public renforcé. Un troisième front de lutte important sera celui de la jeunesse, il est important qu'il y ait une participation conséquente de la jeunesse dans cette élection. Aujourd'hui, celle.ci est fortement mobilisée sur certains sujets importants comme le climat, mais en même temps elle ne vote pas ou très peu lors des élections. Nous voulons contribuer à sa mobilisation.

Le PCF veut reconquérir l'électorat populaire. DR

Au-delà de cette campagne, quel est le projet du PCF pour la France?

La France doit absolument changer de politique dans tous les domaines. Il y a une nécessité à reconstruire notre pays sur la base de l'appropriation par le peuple des principaux moyens de développement économique. La France a connu des grandes périodes d'essor économique avec des nationalisations, aujourd'hui il y a besoin de reconquérir, dans des secteurs importants de la production, une souveraineté pour le pays. Et cet objectif est lié à la question européenne.

Le peuple suisse a rejeté l'adhésion à l'UE en 1992 et les Français le projet de constitution européenne en 2005, imposé quand même sans vote par la suite. Comment se positionne le PCF face à une UE de plus en plus libérale?

Nous avons été le seul parti en France, je dis bien le seul, à nous opposer depuis le début à la construction européenne telle qu'elle s'est déroulée depuis des décennies. Nous sommes le seul parti de gauche à avoir voté contre le traité de Maastricht en 1992. Notre projet en France est indissociable d'une réorientation extrêmement profonde de l'Union européenne.

Cela implique une rupture avec les traités actuels selon deux axes: contre les projets de libre concurrence non faussée qui ont développé des directives très néfastes pour les travailleurs et contre tout ce qui concerne les politiques d'austérité inscrites dans le marbre de ces traités. Finalement, nous devons sortir du cadre de l'OTAN et ses politiques agressives et de militarisation.

Quels sont les combats que l'on peut mener de part et d'autre de nos frontières, en Suisse et en France?

Cela n'aurait aucun sens pour la Suisse d'adhérer à une UE libérale qui mène des politiques d'austérité. Mais l'on peut lutter en commun pour les droits des travailleurs, contre les dumpings sociaux et fiscaux, l'évasion fiscale notamment. Il faut que les grandes fortunes et les trusts multinationaux contribuent à l'impôt, et cette lutte doit être menée au niveau international. Un autre exemple important est celui de la lutte commune contre la militarisation de Frontex, l'agence de surveillance des frontières extérieures européennes, pour laquelle un référendum a lieu en Suisse actuellement. ■

Propos recueillis par Paris Kyritsis

Le chantier du siècle

Dans une France où l'extrême droite se sent pousser des ailes, le PCF a choisi le lancer le chantier du siècle, celui de la reconquête des classes populaires. En 2017, le Front national avait acquis le vote de 37% des ouvriers, classe parmi laquelle le PCF avait été hégémonique durant plus d'un demi-siècle.

D'après un rapport de la Fondation Jean-Jaurès paru en août 2021, si les valeurs de solidarité, de service public et d'égalité sont essentielles pour environ trois quarts des Français, seul 20% de la population s'identifie encore à «la gauche». Un «problème d'incarnation», selon certains sociologues, que le PCF a choisi de prendre à bras-le-corps en présentant un candidat issu des régions du Nord désindustrialisé. Avec un discours populaire qui replace le débat du côté du pouvoir d'achat et de la reprise en main par l'Etat de l'appareil productif.

Scholz, pas encore chancelier, déjà rattrapé par les affaires

ALLEMAGNE • Une vaste enquête diligentée par le «Spiegel» et réalisée en partenariat avec plusieurs titres européens révèle le refus de l'ex-ministre des Finances d'établir la transparence sur les relations de son administration fiscale avec les entreprises.

Olaf Scholz, le chancelier en devenir, est dans la tourmente, accusé une nouvelle fois de complicité, au moins passive, avec les milieux d'affaires. Les révélations publiées dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Der Spiegel* sur l'organisation de l'évasion fiscale au sein de l'Union européenne (UE) mettent en lumière le rôle restrictif du ministère des Finances allemand, qu'il dirige depuis 2018, et pointent sa complaisance, voire sa complicité avec les financiers et les gestionnaires des grands groupes. Les enquêteurs du *Spiegel* s'appuient sur des milliers de documents qu'ils ont pu récupérer avec d'autres journalistes européens dans le cadre d'un partenariat placé sous l'égide de l'organisation European Investigative Collaborations (EIC), regroupant plusieurs médias européens, dont le belge *le Soir*, l'italien *l'Espresso* et le français *Mediapart*.

Les investigations ont porté sur l'examen détaillé des interventions d'un groupe basé à Bruxelles et chargé par l'UE de faire respecter un «code du comportement» entre autorités, d'une part, géants de la finance ou contribuables ultrariches d'autre part. Ce dispositif avait été mis en place au lendemain du scandale LuxLeaks, qui avait révélé fin 2014 les rouages des dispositifs politico-administratifs luxembourgeois qui ont permis à des multinationales telles Apple, Amazon, Ikea ou la Deutsche Bank d'échapper quasi totalement à l'impôt.

L'organisme n'a pas franchement contribué à redresser les «comportements déviants», pointe *Der Spiegel* avec un sens consommé de l'euphémisme. Au contraire, des méthodes toujours plus sophistiquées d'échapper au fisc ont largement perduré, s'appuyant sur les relations privilégiées des maîtres de l'«optimisation fiscale» avec les plus hautes autorités des différents Etats membres. Ainsi le dumping fiscal n'a pas été réduit, mais s'est au contraire étendu au sein de l'UE, soulignent les enquêteurs. Avec pour conséquence un abaissement continu du niveau de l'impôt sur les sociétés observé partout. Et cette singulière particularité: le taux de ce dernier se rapproche désormais dans plusieurs Etats membres du seuil d'imposition minimum de 15% des grands groupes qui vient d'être décrété au plan international. Loin de la botte secrète pour laminer l'évasion fiscale parfois brandie par certains, la mesure et son taux très faible fonctionnent surtout comme un encouragement au dumping.

Opposé aux contrôles renforcés

Après le scandale LuxLeaks, Olaf Scholz a fait partie de ceux qui se sont opposés à des contrôles renforcés des administrations fiscales. Pourtant, Bruxelles jurait avoir obtenu une meilleure coopération entre partenaires européens afin d'établir «la plus grande transparence». Il y a tout juste un an, le ministère allemand des Finances fut interpellé sur la nécessité de rendre public l'état de ses accords avec les entreprises, comme l'ont fait alors d'autres pays de l'UE. Pas question de communiquer sur «ces ententes», a-t-on fait savoir chez Scholz. Car «elles font partie du secret fiscal». Le ministre allemand exigeait que les informations échangées entre Etats membres ne fassent l'objet d'aucune publication, «même anonyme», relève *Der Spiegel*.

Que cache ce singulier manque de coopération? Le nom du ministre a déjà croisé les plus retentissants scandales financiers au cours de la dernière décennie. Dans l'affaire Wirecard, plusieurs centaines de milliards d'euros ont été détournées dans les conditions obscures. Là aussi, interpellé sur le manque de contrôle à l'égard du groupe devenu en un temps record l'indice vedette de la Bourse de Francfort, le ministre des Finances a plaidé avoir tout ignoré des agissements des aigrefins dirigeants du mastodonte des paiements numériques, à qui il disait pourtant accorder «toute sa confiance» quelques mois plus tôt. Dans l'affaire de la banque hambourgeoise Warburg portant quelques années plus tôt sur des avances fiscales, baptisées CumEx, totalement fictives, mais bel et bien remboursées par l'administration, le nom de Scholz apparaît également.

Le nouveau maillon accroché à cette chaîne d'affaires retentissantes devrait peser très lourd sur la crédibilité d'un Olaf Scholz chancelier. «Le bilan de son combat contre la fraude fiscale au plan européen est désastreux», clame Janine Wissler, qui copréside le parti Die Linke. Le candidat du SPD à la chancellerie, ajoute-t-elle, s'est davantage comporté «comme un parrain des paradis fiscaux» que comme leur contempteur. ■

Bruno Odent

Paru dans *l'Humanité*

COP26, un mirage et trois atterrements

CLIMAT • Les négociations se sont conclues sur une tonalité amère à Glasgow. En dépit de quelques avancées, l'ambition climatique demeure insuffisante. L'espoir de limiter le réchauffement à un maximum de 1,5 °C semble définitivement envolé.

« Je suis sincèrement désolé.» La voix tremblante, Alok Sharma n'a pu contenir ses pleurs au moment de clore la COP26, qu'il présidait depuis deux semaines à Glasgow, en Écosse. Larmes de crocodiles ou réelle émotion? Sûrement un peu des deux, au vu des reculades accomplies dans les dernières minutes du sommet international qui devait sauver le climat. Sous la pression de plusieurs pays, dont les Etats-Unis, la Chine et l'Inde, le texte initialement prévu a fini par être largement édulcoré. Le sommet s'est conclu samedi avec près de vingt-quatre heures de retard. Un classique, concernant les négociations diplomatiques sur le climat, qui met en relief les tensions entre les 195 Etats participants. Ces dernières heures ont électrisé les débats entre pays industrialisés et pays pauvres. Elles ont aussi vu se tarir l'espoir de contenir le réchauffement autour de + 1,5 °C. Si l'objectif reste sur la table, les stratégies à court terme pour s'y tenir sont inexistantes. En dépit de la reconnaissance de la nécessité de réduire la production d'énergies fossiles, les engagements pris pendant la COP26 conduisent toujours à un réchauffement de + 2,4 °C. Décryptage.

La jeunesse, inspirée dans ce slogan par le groupe de rock grunge Nirvana, est lasse des promesses des Etats sur le climat. Extinction Rebellion UK

Fossiles: la timide fin d'un tabou

En vingt-sept ans de négociations, jamais les énergies fossiles, responsables de 70% des émissions de gaz à effet de serre et de 90% des émissions de CO_2, n'avaient été prises pour cible par les négociations sur le climat. Le pacte signé à Glasgow en finit avec ce déni et reconnaît noir sur blanc la nécessité d'envisager leur décroissance. Une avancée historique. Mais timide.

Discuté en fin de semaine dernière, un premier projet de texte appelait les pays à «accélérer la sortie du charbon et des subventions aux énergies fossiles». Le texte finalement adopté n'appelle plus qu'à «intensifier les efforts vers la réduction du charbon sans système de capture de CO2 et à la sortie des subventions inefficaces aux énergies fossiles». Exit l'idée d'éliminer le charbon, la formule laisse la porte ouverte à la poursuite de son exploitation, moyennant l'usage de technologies incertaines. Le gaz et le pétrole ne sont pour l'heure pas inquiétés. Enfin, alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) plaide pour cesser immédiatement tout nouvel investissement dans les fossiles, le texte ne se risque à fixer aucun calendrier.

La Chine, les Etats-Unis, l'Inde et l'Arabie saoudite ont fait pression pour qu'il en soit ainsi. Reste que, pour la première fois dans l'histoire, ces grands producteurs et consommateurs de fossiles ne se sont pas non plus opposés à ce qu'une mention explicite de leur réduction figure dans une décision multilatérale. «Cela n'en fait pas encore un levier pour faire changer les choses», relève Sébastien Treyer, directeur général de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), mais une indication encourageante, analyse-t'il: «La sortie du charbon devient un horizon de modernité économique pour les gouvernements.»

L'ambition climatique décapitée

On s'en souvient: les engagements de réduction de gaz à effet de serre (GES) pris en 2015 dans le cadre de l'accord de Paris ne permettaient pas de limiter le réchauffement en deçà de + 2,7 °C. La COP26 devait sonner l'heure, pour les Etats, de soumettre des propositions plus ambitieuses. Certains l'ont fait. L'Inde et le Nigeria ont ainsi rejoint le rang des pays s'engageant à atteindre la neutralité carbone autour de 2060.

Aux premiers jours du rendez-vous de Glasgow, des annonces déclamées en grande pompe ont elles aussi laissé miroiter une accélération des efforts – celle, par exemple, visant l'arrêt de la déforestation en 2030. La constitution d'une coalition de 190 pays visant la sortie du charbon, ou celle ralliant une vingtaine d'Etats autour de la visée de sortir du gaz et du pétrole ont elles aussi nourri les espoirs. Un temps, l'Agence internationale de l'énergie a même laissé entendre que le réchauffement pourrait ainsi être limité autour de + 1,8 °C. Le bilan est nettement plus sombre.

Beaucoup de pays n'ont pas joué le jeu du rehaussement de leurs ambitions, certains, même, les ont revus à la baisse. Pour les autres, la stratégie de court terme fait défaut, et l'engagement d'être neutre en carbone dans trente, quarante, voire cinquante ans fait figure de promesse en l'air. «Sans calendrier de mise en œuvre concrète, ni moyens contraignants de les faire respecter, ces engagements restent incantatoires», relève Greenpeace. Point positif: le pacte de Glasgow demande aux pays de préciser leurs objectifs à l'horizon 2030, et ce dès l'an prochain, alors que l'agenda des négociations prévoyait initialement d'attendre 2025. Un coup de cravache presque désuet, quand, pour l'heure, l'ensemble des engagements ne permet pas de limiter le réchauffement en deçà de + 2,4 °C.

La solidarité repoussée à plus tard

C'était l'autre enjeu de ces négociations: faire en sorte que les pays riches tiennent la promesse faite aux pays pauvres de les soutenir face au réchauffement. En 2009, tous s'étaient engagés à leur verser 100 milliards de dollars par an, à compter de 2020 et jusqu'en 2025, soit 500 milliards au total. En 2021, le contrat n'est pas rempli, d'autant que l'argent déjà mis sur la table – 80 milliards environ – est essentiellement constitué de crédits, et non de dons. Les pays dits du Sud attendaient que ceux dits du Nord réajustent le tir: ces derniers ont préféré repousser la cible. Elle ne sera atteinte qu'à compter de 2022, promettent-ils, tout en jurant qu'en 2025 les 500 millions de dollars seront bien réunis.

Outre de laisser des populations démunies face au réchauffement, cette mise en attente risque, là encore, d'avoir un impact négatif sur la lutte contre le réchauffement. Beaucoup de pays en développement conditionnent leurs efforts au soutien qui leur sera apporté. C'est le cas de l'Inde, dont l'engagement de développer massivement les énergies décarbonées au cours de la prochaine décennie pourrait être remis en cause.

Encore n'est-ce pas la seule entaille faite à la solidarité. Alors que de nombreux pays pauvres subissent les effets d'un dérèglement climatique auquel ils n'ont que peu contribué, la demande d'une réparation conséquente des pertes déjà enregistrées est un axe essentiel de leurs revendications. A Glasgow, les pays vulnérables plaidaient pour la création d'un fonds spécifique. Seules l'Ecosse et la Wallonie s'y sont engagées. «L'issue (de cette discussion) est dérisoire, déplore Armelle Le Comte, d'Oxfam France. Elle montre que les pays riches ont tourné le dos à la souffrance de millions de personnes.»

Le sacre des marchés carbone

Les uns le verront comme une victoire, les autres comme un pas de plus vers la désintégration de l'accord de Paris: la COP26 a permis de finaliser les règles d'encadrement des marchés carbone à l'échelle internationale. Ces mécanismes qui permettent à des Etats ou des entreprises d'obtenir et d'échanger des crédits carbone, autrement dit des droits d'émettre du CO_2, deviennent du même coup les seuls outils de régulation des émissions. Le texte adopté permet certes de combler certaines failles, comme celle qui aurait permis à une tonne de CO_2 d'être créditée à la fois au bénéfice de l'acheteur et à celui du vendeur. Reste que le risque de surabondance de ces crédits n'est pas écarté. Ils ne vaudraient dès lors plus grand-chose. «Là où l'accord de Paris laissait ouverte la possibilité de mécanismes de coopération internationale non fondés sur les marchés, les Etats l'ont finalement doté de marchés carbone dangereux et injustes», tempête, en conclusion, l'économiste Maxime Combes. ■

Marie-Noëlle Bertrand

Paru dans *l'Humanité*

Sebastián Piñera sauve sa peau au Sénat

CHILI • Menacé de destitution du fait de son implication dans le scandale des Pandora's Papers, le président chilien Sebastian Piñera est finalement sauvé par le sénat.

Cinq jours avant les élections générales au Chili, le président conservateur Sebastián Piñera a sauvé sa peau. La semaine dernière, la chambre des députés avait approuvé sa mise en accusation par 78 voix, le minimum requis, suite aux irrégularités présumées dans la vente du projet minier Minera Dominga, comme l'ont confirmé les Pandora's Papers. Ceux-ci montrent que la compagnie minière avait été vendue en 2010 par une société détenue par les enfants du chef de l'Etat à un homme d'affaires, ami du président, pour 152 millions de dollars, une transaction opérée aux îles Vierges britanniques. Cette semaine, l'opposition n'a pas réussi à obtenir les 29 voix nécessaires pour le destituer. «Je suis pleinement convaincue que les accusations constitutionnelles doivent être portées dans des situations exceptionnelles, en particulier dans le cas de la première autorité démocratiquement élue du pays. Mais nous sommes confrontés à un président, qui a mené des actions, qui pourraient impliquer de graves dommages environnementaux, tout en tordant l'institution du pays pour développer des entreprises dans lesquelles il a des intérêts», a lancé la sénatrice socialiste, Isabel Allende. «Après la vente de la société minière, de nouvelles informations ont été mises au jour, qui révèlent pour le moins un traitement privilégié de ce projet. Cela viole le principe de probité», a renchéri le sénateur Juan Ignacio Latorre de Revolution démocratique.

«Bien que cela dérange le président, il n'y a pas de délai qui ne soit pas respecté et pas de dette qui ne soit pas payée. Si aujourd'hui l'accusation est rejetée, nous continuerons à insister à travers tous les mécanismes institutionnels et internationaux», a menacé Gael Yeomans (CS), membre du Frente Amplio (gauche). En vain.

Ces passes d'armes s'inscrivent dans le climat politique chilien des dernières heures d'une campagne polarisée, ouverte et compétitive, où les principaux favoris – selon les derniers sondages – sont Gabriel Boric, le candidat du Frente Amplio et du Parti communiste, et le leader du Parti républicain d'extrême droite, José Antonio Kast. ■

Réd.

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Les grandes voyageuses

Alors qu'à peu près tout était interdit aux femmes, il y eut, au 19e siècle et au début du 20e siècle, de grandes voyageuses. Parmi elles:

Alexandra David-Néel (1868-1969), franco-belge, fut orientaliste, tibétologue, chanteuse d'opéra, journaliste, et surtout, grande voyageuse. Dans sa centième année, elle obtint un visa pour un Nième voyage, le fonctionnaire n'en croyait pas ses yeux. C'est d'ailleurs par cette scène que commence le spectacle que Pierrette Dupoyet a créé en Avignon 2003.

Alexandra est la fille unique de Louis David, franc-maçon issu d'une famille huguenote, instituteur, qui fut militant républicain lors de la révolution de 1848, et d'Alexandrine Borgmans, une Belge catholique aux origines scandinaves et sibériennes. Durant son enfance et son adolescence, elle côtoie Elisée Reclus, qui l'amène à s'intéresser aux idées anarchistes de l'époque. Elles lui inspireront la publication de *Pour la vie* en 1898. Elle devient d'ailleurs une libre collaboratrice de *La Fronde*, journal féministe créé par Marguerite Durnand. A sa majorité, elle se convertit au bouddhisme, notant cet événement dans son journal intime (paru en 1986 sous le titre de *La Lampe de sagesse*). La même année, pour se perfectionner en anglais, indispensable à une carrière d'orientaliste, elle part à Londres, puis à Paris pour s'initier au sanskrit et au tibétain.

Elle se marie en 1904 en Tunisie avec Philippe Néel, qui restera un indéfectible soutien, tout en la laissant libre. Elle parcourt des milliers de kilomètres à travers l'Extrême Orient et l'Asie centrale, prend le transsibérien, visite le Japon, vit la guerre de Chine, traverse la Mongolie et le désert du Gobi… Mais son exploit le plus important fut d'être la première personne européenne à avoir séjourné à Lhassa, en 1924. Déguisée en mendiante, elle est finalement démasquée, parce qu'elle allait chaque matin se laver à la rivière, ce qui semblait suspect. Alexandra David-Néel meurt à l'âge de 101 ans, à Digne.

Isabelle Eberhardt (1877-1904), née à Genève, est la fille illégitime d'un père arménien, Alexandre Trophimowsky, qui était philosophe, polyglotte, anarchiste et ex-prêtre converti à l'islam. La famille recomposée s'installe à Meyrin, dans la Villa Neuve, qui était un lieu de rencontre cosmopolite. On y entendait parler le russe, le français, l'allemand, l'italien et l'arabe, parfois aussi le grec et le latin. Isabelle a ainsi grandi dans un environnement multiculturel et intellectuel, qui développa chez elle une intarissable soif de découverte.

En 1897, elle s'installe avec sa mère à Bône, dans l'Est constantinois, où elle adopte l'islam et s'attache à la culture de la région. Elle commence à se vêtir avec des habits d'homme et s'invente de nombreuses identités. Elle mène une vie de nomade à travers le désert, qu'elle considère comme un paradis terrestre. En 1901, elle rencontre Slimane, l'homme de sa vie, avec qui elle se marie. Elle est reporter de guerre au journal arabophile *Akhbar*, tout en menant son activité d'écriture personnelle.

Le 21 octobre 1904, Slimane, en permission, la rejoint à Aïn Sefra. L'oued se transforme en torrent furieux qui emporte la ville. Slimane s'en sort, mais Isabelle, affaiblie par le paludisme, n'a pas pu fuir. On la retrouve dans les ruines de sa maison, vêtue de son habit de cavalier arabe. Elle fut enterrée au cimetière musulman. Son manuscrit *Sud Oranais* fut publié un an plus tard.

Cette femme libre avait écrit: «Nomade j'étais quand, toute petite, je rêvais en regardant les routes, nomade je resterais toute ma vie, amoureuse des horizons changeants, des lointains encore inexplorés.»

Ella Maillart (1903-1997) est une voyageuse, écrivaine et photographe suisse. Elle est la fille de Paul Maillart, un fourreur genevois libéral, et de Dagmar Klim, une sportive danoise. Sa famille s'installe au Creux-de-Genthod,au bord du lac Léman, en 1913. Attirée dès son jeune âge par le sport et le dépassement de soi, Ella Maillart y rencontre Hermine de Saussure (surnommée «Miette»), fille d'un officier de marine et arrière-arrière-petite-fille de Horace-Bénédict de Saussure, considéré comme le fondateur de l'alpinisme. A 20 ans, elle relie en voilier avec Hermine Cannes à la Corse, et fait la connaissance d'Alain Gerbault,qui est en train de préparer sa fameuse traversée en solitaire de l'océan Atlantique. Seule femme et la plus jeune de la compétition, elle barre un monotype national pour la Suisse aux Régates olympiques de 1924. Membre de l'équipe suisse de ski, elle défend, de 1931 à 1934, les couleurs de la Suisse aux 4 premiers championnats du monde de ski alpin, puis, attirée par le cinéma russe, elle part pour Moscou faire un reportage dont elle tire son premier livre: *Parmi la jeunesse russe*. De là, elle traverse à cheval le pays des Kirghizes et parvient aux monts Célestes, affronte le désert des sables Rouges, entre l'Ouzbékistan et la mer d'Aval. Puis à dos de chameau, par des températures extrêmes, échappant de justesse aux pillards et aux contrôles soviétiques, elle viendra à bout de son périple.

En 1934, elle convainc le rédacteur en chef du *Petit Parisien* de l'envoyer au Mandchoukuo, Etat créé par les Japonais en Chine en 1932. Elle y rencontrer Fleming, grand reporter pour *The Times*, et se lance avec lui, en février 1935, dans un voyage de 6000 kilomètres, de Pékin à Srinagar, qui va durer 7 mois et dont le récit sera retracé à la fois par Peter Fleming dans son livre *Courrier de Tartarie* et par Ella Maillart dans *Oasis interdites*. En 1937, elle traverse l'Inde, l'Afghanistan, l'Iran et la Turquie pour faire des reportages, puis en 1939, elle part dans une Ford, de Genève à Kaboul, avec Annemarie Schwarzenbach (nommée Christina dans son récit *La Voie cruelle*), qu'elle essaie de libérer de la drogue.

De 1940 à 1945, elle passe cinq ans dans le sud de l'Inde auprès de maîtres de sagesse.

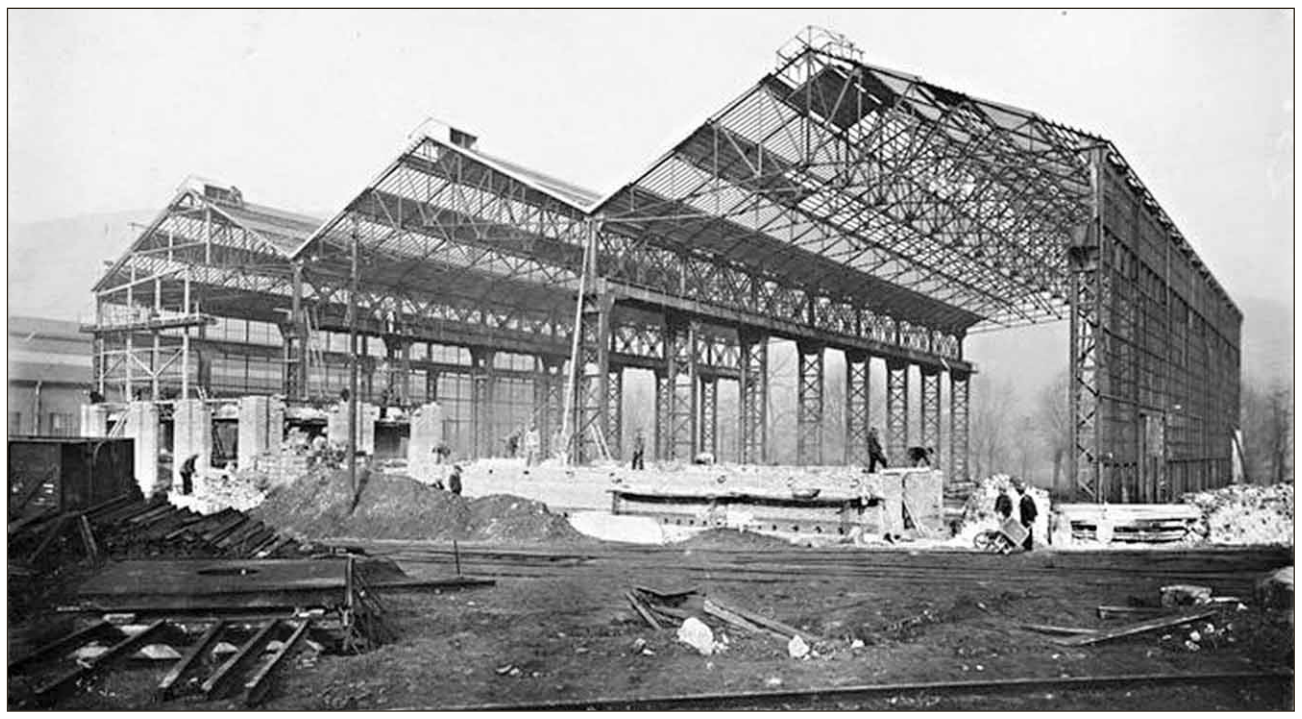
De retour en Suisse, elle découvre, grâce au peintre Edmond Bille, le village de Chandolin, situé à 2000m d'altitude. Elle s'y fait construire un chalet, qu'elle habite en solitaire à partir de 1948. De 1956 à 1987, Ella devient guide culturel et fait découvrir plusieurs pays d'Asie à de petits groupes de voyageurs, et fait du vélo et du ski jusqu'à l'âge de 80 ans!

Les manuscrits et documents d'Ella Maillart sont conservés à la bibliothèque de Genève, son œuvre photographique au musée de l'Elysée à Lausanne (20 000 négatifs et 10 000 positifs) et ses films à la Cinémathèque suisse de Lausanne. A Chandolin, une exposition permanente retrace sa si riche vie.

Huguette Junod

Le reportage social selon les frères Bonneff

LIVRE • A la veille de la Grande Guerre, Léon et Maurice Bonneff explorent le monde du travail pour «l'Humanité». Cent articles sont édités chez Classiques Garnier.



Les aciéries de Saint-Chamond pour les blindages et les frettes de canons. DR

Voici une somme de reportages opérés sur les lieux mêmes des souffrances vécues par les victimes de l'exploitation capitaliste, plus féroce sans doute que celle subie de nos jours. Récits terribles, notamment de la situation faite aux enfants, de la «traite des petits Bretons», des «petits parias des verreries».

Les frères Bonneff mettent particulièrement l'accent sur le sort cruel qui attend l'entrée forcée dans la production de ces trop jeunes exploités. Dénonciation, mais aussi description des métiers et des techniques de l'industrie, des services, du commerce et du travail à domicile – souvent féminin et à nouveau d'actualité sous la forme contemporaine du télétravail. Reportage également sur les résistances, les solidarités, les combats collectifs, les luttes qui traversent toutes les corporations et ne cessent de se développer toutes ces années de l'avant-guerre.

Cela confirme combien la Belle Epoque n'était belle qu'en comparaison avec les horreurs de la Grande Guerre qui s'ensuivit. Les deux journalistes d'investigation Léon et Maurice Bonneff, mobilisés, seront fauchés dès l'automne 1914. Leur père s'en suicidera de chagrin.

Une référence sur le monde du travail à la Belle époque

On faisait souvent référence à leurs articles publiés principalement dans *L'Humanité*, mais aussi dans différents titres de la presse de l'époque. Les voici désormais accessibles pour une centaine d'entre eux, parmi ceux qui parurent dans ce journal. Ils sont présentés par thème, suivis par un index bienvenu. La présentation de Nicolas Hatzfeld, spécialiste de l'histoire du travail, éclaire utilement le contexte de leur publication. L'ouvrage est l'un des deux premiers d'une nouvelle collection, sous la direction conjointe de Paul Boulland, Nicolas Hatzfeld et Michel Pigenet: «Archives du travail», aux Classiques Garnier.

Ce monde du travail n'a sans doute jamais été décrit avec tant de précision. Les reportages font écho aux notes jetées au scalpel par Marcel Cachin dans ses carnets, au gré des déplacements incessants du délégué à la propagande du Parti socialiste, mais aussi aux œuvres de quelques écrivains inspirés par le quotidien du peuple, tels Louis Guilloux et Ludovic Massé.

Des reportages qui témoignent de l'évolution voulue par Jean Jaurès pour *l'Humanité*, ouvrant ses colonnes aux contributions des représentants du monde syndical, souvent d'essence libertaire. Parallèlement, le quotidien se définit, non sans débats acharnés, comme «un grand journal socialiste». Ce n'est plus seulement la réunion d'une «société des agrégés» imprimant un fort contenu culturel, mais l'expression du vécu, des espoirs et des luttes populaires, du mouvement ouvrier et coopératif.

Les reportages de Léon et Maurice Bonneff, précieux pour ce qu'ils dévoilent, illustrent une ligne éditoriale singulière dans le paysage des médias, jamais démentie depuis, au plus près du peuple, fierté des équipes qui se sont succédé depuis plus d'un siècle. ■

Nicolas Devers-Dreyfus

Paru dans *L'Humanité*

Les Frères Bonneff, reporters du travail, Articles publiés dans l'Humanité de 1908 à 1914. Présentation de Nicolas Hatzfeld., Classiques Garnier, collection «Archives du travail», 416 pages.

L'histoire vécue des docks havrais

Les «Mémoires retrouvés» de Charles Marck, dirigeant de la CGT, sont publiés et présentés par l'historien Michel Pigenet.

Présenté par Michel Pigenet, historien reconnu du syndicalisme, voici un témoignage de première main des luttes et pratiques du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1920. Les «Mémoires retrouvés» de Charles Marck (1867-1951), docker havrais dont l'engagement le conduira à cofonder la fédération des ports et docks, puis à devenir un temps le trésorier national de la CGT, avant de quitter le siège de la Grange-aux-Belles. Dirigeant presque à contrecœur, comme d'autres syndicalistes révolutionnaires, il retrouvera le chemin des quais. Contremaître à Saint-Nazaire, il contrarie l'emprise d'une équipe de «souteneur», mafia des docks qui exploite ouvriers et permissionnaires originaires de la région, maîtrisant plus ou moins la langue, s'embauchant à la recherche de quelque argent, avant de remonter au front. Sa vie mouvementée se terminera à Paris comme secrétaire général de l'Union des vieux travailleurs à partir de 1945.

Le deuxième ouvrage de la nouvelle collection «Archives du travail» lancée par les éditions Classiques Garnier tient ses promesses. Des milieux ouvriers du grand port normand aux portraits des responsables de la CGT et de leurs homologues européens, Charles Marck nous donne avec des souvenirs pris sur le vif une image vraie de ces femmes et hommes, lutteurs à la Belle époque.

Mouchards, prison, Louise Michel…

Grèves des ouvriers du bâtiment, des boutonniers de l'Oise, des postiers, des marins du commerce, des pêcheurs sardiniers bretons, des employés des grands magasins, même des lads de Maisons-Laffitte, nous voyageons dans le quotidien des travailleurs. C'est aussi le parcours d'un responsable syndical d'alors, avec le passage obligé par la case prison, la fréquentation de Louise Michel, les interrogations sur le comportement à tenir au bal du président de la République, la question des mouchards et les actualités de l'époque: affaire Durand, bande à Bonnot, menaces de guerre, tension avec l'Allemagne au Maroc, Clemenceau briseur de grève, loi des trois ans. D'utiles index complètent ces «Mémoires retrouvés» qui s'arrêtent à 1915-1916. ■

NDs

Charles Marck, présentation de Michel Pigenet, *Sur les routes que j'ai parcourues*, Classiques Garnier, collection «Archives du travail», 264 pages.

Terres de crépuscules en Amérique latine

CINÉMA • Un scénario nihiliste imagine l'avènement d'un régime militaire impitoyable sur sol mexicain alors que la criminalisation de l'avortement au Salvador emprisonne des femmes.

Pour son sixième film, *Nouvel Ordre*, le cinéaste mexicain Michel Franco s'inspire sur un mode glaçant de la militarisation des sociétés latino-américaines dans le sillage de chaos sociaux instrumentalisés et réprimés par le pouvoir. Mais tout en prenant soin de décadrer et mettre souvent hors champ les sévices – viol d'une détenue – et tortures. Depuis ses débuts, le réalisateur s'attache à des sujets difficiles: *Daniel y Ana* sur le porno forcé d'ados à destination du net, *Chronic* abordant les patients en fin de vie, *Después de Lucía* pour le harcèlement en milieu estudiantin, *Les Filles d'Avril* détaillant la thématique des grossesses adolescentes.

Dans un Mexique dystopique, une fête de mariage dans la haute société compromise avec les sphères gouvernementales tourne à l'hécatombe lorsqu'elle est envahie par des protestataires indigènes. Ces derniers revendiquent moins une révolution qu'ils affichent un rageur soulèvement de classes opprimées alignant pillages, destructions et exécutions sommaires. La jeune mariée Marianne est séquestrée par des militaires (hommes et femmes) profitant du désordre général pour kidnapper des privilégié.es avec rançons à la clé. Une pratique courante au Mexique. Mais essentiellement investiguée chez les *narcos* des cartels, que l'opus n'aborde pas, dans une guerre contre la drogue ayant fait 350'000 morts et 80'000 disparu.es depuis 2006. Des exactions dépeintes allégoriquement dans l'impressionnant *Sans signe particulier* de Fernanda Valadez. Un film cheminant sur les traces du cinéaste mexicain Carlos Reygadas refigurant le mal intime, social, paramilitaire et politique.

Plasticien et politique

L'esthétique de *Nouvel Ordre* relève moinsdu thriller politique que de l'expérience plasticienne. Prenez l'ouverture voyant la pluie cascader sur l'héroïne dénudée marquée au corps de coulures de peinture verte, «teinte mêlant l'espoir, le dollar et l'une des couleurs du drapeau national», selon le réalisateur. Le film cadre ainsi un tableau au cœur de la villa de la haute bourgeoisie. Il s'agit de *Seuls les morts ont vu la fin de la guerre* du plasticien mexicain Omar Rodriguez-Graham. L'artiste s'emploie à refigurer les conflits armés ou civils sous une forme abstraite. Sa toile est inspirée d'une citation de Platon ayant valeur programmatique pour le scénario du long-métrage.

Le réalisateur a l'art de faire disparaître les personnages auxquels le public peut s'attacher. Ainsi l'héroïne, incarnée par la remarquable actrice et écrivaine mexicaine, Naian Norvind, affiche un ensemble rouge comme le chaperon de la fable. Elle se jettera dans la gueule du loup militarisé. Les différents sites emblématiques de la répression arborent, eux, les couleurs nationales, verte et rouge, du désastre. Le plus remarquable est que les scènes filmées de campements contestataires jonchés de victimes trépassées apparaissent théâtralisées. Elles semblent sorties d'une peinture d'histoire, de Francisco de Goya à Jeff Wall, voire d'une performance. La composition est celle du tableau vivant, un arrangement de personnes figées reproduisant une composition artistique, peinture ou sculpture. Il a connu son apogée au début du 19e s, avant de devenir une image performée populaire dans la photo et l'art contemporains.

Corps féminins contraints

Alors qu'un «nouvel ordre», inspiré des pratiques de terreur systémique des dictatures argentines, chiliennes et guatémaltèques, prend le pouvoir suite à la «rébellion» massacrée, la junte liquide sommairement Marianne, laissant accuser à tort les fidèles domestiques Cristian et sa mère Marta. Puis pend cette survivante parmi d'autres. Contrairement aux 43 étudiants mexicains enlevés et assassinés en 2014, avec des complicités au sein d'une police, administration et armée corrompues (*Vivos* d'Ai Weiwei), le Général de la fiction ne veut laisser ici aucune trace ni témoins sous couvre-feu et loi martiale. La phrase de Platon prend alors tous son sens.

Une quête humanitaire impossible au coeur d'un désastre social et politique basculant dans la dictature (*Nouvel Ordre*). NEON

La Suisso-salvadorienne Celina Escher signe un documentaire poignant scandé de séquences d'animation proches de l'eau-forte pour les séances de torture. Son film *Nuestra libertad* suit Teodora Vásquez, condamnée à 30 ans pour homicide aggravé, un cas largement médiatisé durant son procès. «Cette justice n'est pas une justice», déclare son avocat. En 2018, la Cour suprême de Justice accepte de libérer cette femme, qui aura passé dix ans derrière les barreaux. Le cas documenté est un exemple de l'horreur des condamnations pour avortement ou fausse couche. Il met en lumière le contrôle abusif sur les corps des femmes précarisées. Mais c'est aussi un témoignage de sororité mené sur un registre à la fois lyrique et méditatif. «Je suis entrée dans la prison pour femmes d'Ilopango. J'ai été profondément choquée, dégoûtée et furieuse de constater la déshumanisation des femmes en prison et leurs terribles conditions de vie. J'ai vu des prisons surpeuplées, un accès limité à l'eau et aucun aux soins de santé», confie la cinéaste.

La législation anti-IVG au Salvador est l'une des plus radicales au monde. Le code pénal prévoit une peine de deux à huit ans de prison pour les cas d'avortement. Or, dans les faits, les juges considèrent toute perte du bébé comme un «homicide aggravé», voire «involontaire» puni de 30 à 50 ans de réclusion. Seule une mobilisation constante de femmes et d'hommes qui manifestent et d'ONG comme Amnesty International empêche certaines de ses condamnations iniques. Une vingtaine de femmes serait actuellement emprisonnée pour ces «motifs» et environ 129 identifiées depuis 2009. La révision intégrale des cas de toutes les femmes condamnées pour les innocenter semble un objectif possible aux yeux de personnes luttant sur le terrain. ■

Bertrand Tappolet

Filmar en América latina. Du 19 au 28 novembre. Rens.: www.filmarlat.ch

Michel Bühler le rouge

Tendre, engagé et avec toujours autant de poésie, le chansonnier de Ste-Croix sort, à 76 ans et après plus de 50 ans de carrière, son 21e album, sobrement intitulé *Rouge*.

Il y est question d'un «tout petit virus» et de ce «printemps gâché» du premier confinement, de la folie des hommes «qui n'ont rien appris» et de foules d'ouvriers «marchant poings levés et criant leur colère». Il y est aussi question du temps qui passe, des amours vécues et du «temps des baisers» qui reviendra.

Alors que Michel Bühler a choisi de ne plus se produire sur scène, «pour ne pas devenir un vieux chanteur pour lequel on a pitié» comme il l'a dit non sans ironie sur les ondes de la RTS, il nous gratifie de 13 nouvelles chansons magnifiques à découvrir sans délai. ■

Erik Grobet

Rouge peut être commandé directement sur le site de l'artiste: www.michelbuhler.com

Un nouveau festival de films engagés «entre en scène»

CINÉMA • Les 19 et 20 novembre aura lieu, au Cinéma Oblo à Lausanne, la première édition du Rosa International Socialist Film Festival, proposant des films «socialistes» au sens large. Rencontre avec les initiants du projet.

Qui êtes-vous?

VALENTIN *Je m'appelle Valentin Augsburger, j'ai 30 ans et travaille comme chef de projet à la ville de Lausanne. En parallèle à cette vie professionnelle j'ai toujours été très actif dans le milieu associatif (notamment avec la Manivelle Lausanne) et suis militant au POP.*

NAM *Je travaille à l'UNIL au Centre des littératures en Suisse romande en qualité d'archiviste. A côté de mon emploi, j'ai co-organisé des événements culturels liés au patrimoine bâti avec l'association Wunderkammer. Je consacre une grande partie de mon temps au dessin et à l'illustration. Le logo du Rosa est notamment une de mes Œuvres.*

Comment vous sont venues l'idée et la motivation pour lancer ce festival?

NAM *Valentin m'a proposé ce projet après la deuxième vague du Corona. C'était l'occasion de montrer des films qui nous ont touchés et qui, peut-être, changeront le regard du public sur certains points.*

Quel sera le contenu de cette première édition?

VALENTIN *La journée de vendredi sera plus ou moins dédiée à Cuba. Nous aurons la chance d'accueillir le photographe lausannois Luc Chessex, Grand prix suisse du design. Luc Chessex est connu pour son travail sur la révolution cubaine. En effet, il a vécu pendant 14 ans à Cuba et y a travaillé pour le ministère de la Culture entre 1961 et 1968. Il viendra nous présenter ses photographies prises sur l'île durant la révolution castriste. En deuxième partie de soirée, nous avons la chance de présenter le film* Soy Cuba *du réalisateur soviétique Mikhaïl Kalatozov. Ce chef-d'œuvre du septième art, qui a pour cadre la révolution cubaine, est une merveille de technicité avec de longs plans-séquences et des mouvements de caméra en avance sur son temps.*

Affiche de la première édition du Rosa International Socialist Film Festival. Nam Inpham

NAM *Samedi sera une soirée documentaire. On l'inaugure avec un film du Collectif Vacarme(s) sur Georges Ibrahim Abdallah, un communiste libanais, emprisonné en France depuis 1984, à cause de son activisme en faveur de la Palestine. Fedayin, le combat de Georges Abdallah présente son parcours politique et révolutionnaire durant la guerre civile libanaise.*

A Campaign of Their Own *de Lionel Rupp suit Jonathan Katz, un fervent et enthousiaste militant de Bernie Sanders. Malgré sa défaite face à Hillary Clinton, Jonathan n'abandonne pas et continue de soutenir celui qu'il estime être le seul espoir contre Donald Trump. On clôtura la soirée en musique avec un concert plein de surprises: le POP'chestra!*

Quelles sont les caractéristiques d'un film «socialiste» selon vous?

VALENTIN *Pour nous, il n'y a pas de «dogme» d'un cinéma socialiste. L'idée n'est pas de présenter des films qui renverraient au réalisme socialiste, mais des films qui ont comme point commun de présenter une recherche d'un monde plus juste.*

NAM *Ou la dénonciation d'un monde injuste.*

Comment voyez-vous la suite?

VALENTIN *Nous avons raté de peu la première mondiale d'un film. Pour l'année prochaine, on souhaiterait pouvoir proposer une ou deux premières en exclusivité et pouvoir remettre des prix.*

NAM *Et avoir des curateurs et curatrices invités.* ■

Propos recueillis par la rédaction

Cinéma Oblo, 9 av. de France, Lausanne. www.oblo.ch